

➔ dans l'alimentation animale », commente Sandrine Raffin. Vaches, cochons, poulets, moutons doivent être nourris avec des aliments d'origine française. La génération des millennials (nés entre 1980 et 2000), très soucieuse de son impact sur l'environnement, est très concernée. Garantir un approvisionnement en soja brésilien non OGM ou en tourteaux de palmiste malaisiens « responsables » comme l'a fait Bel depuis 2012 ne suffit plus. L'industriel du lait a ainsi signé début décembre un contrat avec l'APBO (association des producteurs de lait Bel Ouest) qui privilégie une alimentation locale des vaches. De son côté, Carrefour s'appuie depuis 2016 sur un partenariat avec Avril pour approvisionner en soja 100 % français les éleveurs de porc des filières « qualité Carrefour ». 8 000 hectares partent vers ce débouché. D'autres démarches de ce type prennent forme.



Le blé constitue la plus importante source de protéines végétales dans les rayons de supermarché

Mais attention, qui dit protéines végétales ne dit pas forcément protéagineux ou légumineuses. Si le soja fait beaucoup parler de lui, le blé constitue la plus importante source de protéines végétales dans les rayons de supermarché : selon le bilan de référencement 2017 du GEPV, 68 % des protéines végétales viennent du blé, 21 % du soja, 4 % de la fève et 1 % du lupin. Dans un rapport publié en mai 2017 sur l'indépendance protéique des élevages français, le Cereopa (Centre d'études et de recherche sur l'économie et l'organisation des productions animales) insiste sur le fait que « le pool de protéines disponibles est beaucoup plus large que celui des seules matières riches en protéines ». Si l'on exclut les prairies qui fournissent 54 % des ressources, les céréales couvrent 57 % des besoins. Le soja importé ne compte au final que pour 10 % des approvisionnements. Tous les efforts faits pour remonter les taux de protéines dans le blé peuvent donc soutenir l'intégration de la céréale dans les rations comme dans les rayons français. **Valérie Noël**

(1) D'après le GEPV.

La filière protéagineux à renforcer sur le terrain

« Sur ma ferme, je fais de la féverole parce que j'avais trop de problème d'aphanomyces en pois, expliquait Denis Delporte, agriculteur dans le Pas-de-Calais, lors d'une rencontre sur les protéines végétales organisée par Terres Univia le 27 février. Le problème, c'est que les lots bruchés sont refusés. Or il faut un système de fumigation très onéreux pour s'en débarrasser. Résultat, c'est une culture très difficile à mettre en place. » C'est l'un des soucis : si les protéines végétales commencent à vraiment intéresser l'aval, en cultiver n'est pas simple. Manque de produits de traitement, fragilité des rendements, prix peu intéressants... les agriculteurs hésitent avant de se lancer.

Des producteurs en quête d'une conduite simplifiée

« Peut-être faut-il envisager demain une filière avec un système d'intégration où le producteur aurait seulement à gérer la parcelle en cours de production, prospecte Denis Delporte. La récolte pourrait alors être effectuée par des machines spécialisées. » Un moyen de gagner du temps à la moisson et d'optimiser les volumes récoltés avec du matériel bien réglé. Ces propos montrent la nécessité de réorganiser le système. « Nous sommes sur des cultures à relancer, ce qui veut dire relancer toute la chaîne de valeur, résume Laurent Rosso, directeur de Terres Univia.

Du stockage mobile

« Il faut que nous repensions le schéma logistique au niveau des bassins de production et que nous trouvions des modes de fonctionnement beaucoup plus flexibles », juge Laurent Rosso, chez Terres Univia. Parmi les idées : un stockage via des containers standard contenant des sacs, qui pourraient être déplacés facilement. Lancé en janvier 2016, le projet ProtéaSupply piloté par l'interprofession doit permettre d'avancer sur ces questions.



LA FÉVEROLE pâtit de la réduction des produits phytosanitaires autorisés.

Dans les coops, les productions de protéagineux font aujourd'hui partie des 'petits tas' et entrent en concurrence avec les 'gros tas'. Il faut repenser la logistique. »

Un plan filière qui vise à relancer toute la chaîne de valeur

Dans son plan filière rendu fin décembre au ministère de l'Agriculture, Terres Univia projette d'augmenter de 500 000 hectares les surfaces en oléo-protéagineux (soja, pois, tournesol, légumes secs et luzerne déshydratée) dans les cinq prochaines années, soit une hausse de 20 %. Un développement dont l'interprofession a chiffré le coût. Hors production agricole, son plan filière, prévoit 300 millions d'euros d'investissements dans la logistique et le stockage, afin de favoriser l'allotement de petite taille et le traitement des grains. 225 millions d'euros seraient nécessaires pour adapter les processus de trituration chez la trentaine d'industriels concernés. Et 60 millions d'euros serviraient à développer la recherche-innovation hors recherche publique. Une belle addition... que l'interprofession compte bien partager avec l'État. **V. N.**